

Reims, le 13 janvier 2025

Unité Départementale de la Marne

Nos réf. : n° D3 i 2025-22

Affaire suivie par :

Tél. : 03 10 42 28 00

Courriel : ud51.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES
INSTALLATIONS CLASSÉES**

Objet : Société SUEZ RV NORD EST – La Côte Plate à HUIRON

PJ : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

Le centre de stockage de déchets non-dangereux (ISDND) de Huiron est autorisé par l'arrêté préfectoral consolidé n° 2019-APC-048-IC en date du 25 avril 2019.

Dans le cadre de l'harmonisation des zones de chalandises des installations de traitement (de type Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux [ISDND] et Unité de Valorisation Énergétique [UVE]) au sein de la Région Grand Est, l'exploitant a déposé le 26 novembre 2024 une demande de modification de son rayon de chalandise pour pouvoir recevoir des déchets non dangereux issus du département des Ardennes (08), ainsi que des autres départements du Grand Est en cas d'incapacité des unités de traitement de ces dits départements.

Le présent rapport propose d'autoriser l'exploitant à élargir son rayon de chalandise dans les conditions exposées ci-après, à travers un projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

Rédigé par l'inspecteur de l'environnement :

Vérifié par le Chef du Pôle Ressources :

Approuvé et transmis à Monsieur le Préfet de la Marne pour le Directeur Régional, le Chef du service Prévention des Risques Anthropiques :

I. MODIFICATION PROPOSEE

◦ Nature de la modification

Le centre de stockage de déchets non-dangereux de Huiron est encadré par l'arrêté préfectoral consolidé n° 2019-APC-048-IC en date du 25 avril 2019, ainsi que par les arrêtés préfectoraux complémentaires n°2021-APC-126-IC du 9 août 2021 et 2022-APC-214-IC du 16 décembre 2022. L'arrêté n° 2022-APC-214-IC du 16 décembre 2022 prévoit un rayon de chalandise comprenant les départements de la Marne, de l'Aube, de la Haute-Marne et de la Meuse avec une capacité de stockage de déchets ultimes non-dangereux de 7 000 tonnes maximum provenant du département de l'Aube et 25 000 tonnes maximum provenant du département de la Haute-Marne. L'arrêté préfectoral consolidé n° 2019-APC-048-IC du 25 avril 2019 prévoit une capacité de stockage de déchets ultimes non-dangereux de 70 000 tonnes en moyenne par an, 100 000 tonnes au maximum par an.

L'exploitant demande l'autorisation d'élargir la zone de chalandise des déchets de l'ISDND de Huiron aux déchets des Ardennes afin de répondre à ce projet d'harmonisation des zones de chalandise des installations de traitement (de type Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux [ISDND] et Unité de Valorisation Énergétique [UVE]), et ce jusqu'à la date de fin d'exploitation de l'ISDND de Huiron fixée par l'arrêté préfectoral n° 2019-APC-048-IC.

La durée d'exploitation totale de l'ISDND n'est pas remise en question.

◦ Contexte de la proposition de modification et avis de la Région

La proposition de modification de l'exploitant porte sur :

- l'élargissement de sa zone de chalandise en accueillant les déchets en provenance des Ardennes ;
- l'accueil des déchets ultimes en provenance des autres départements du Grand Est (Meurthe-et-Moselle, Moselle, Collectivité européenne d'Alsace et Vosges), en justifiant une incapacité pouvant intervenir sur les unités de traitement de ces départements.

L'avis de la Région du Grand Est a été sollicitée le 28 novembre 2024 par l'Inspection. La Direction Énergie Climat et Économie Circulaire de la Région Grand Est a émis un avis le 19 décembre 2024. La Région du Grand Est indique que la demande de l'exploitant s'inscrit dans la règle 15 du SRADDET (Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable et d'Égalité des Territoires), qui stipule que les déchets ultimes doivent être traités :

- en respectant la hiérarchie des modes de traitement,
- selon le principe de proximité, dans les installations disponibles les plus proches de leur lieu de production, avec un rayon maximal pouvant s'étendre jusqu'aux frontières de la Région Grand Est, voir aux régions limitrophes ou frontalières sous réserve d'échanges équilibrés et de la compatibilité avec les plans des régions limitrophes,
- prévoir les besoins de capacités en cas de situations exceptionnelles.

Concernant la projection des besoins en stockage, la Région du Grand Est met en exergue une diminution de la quantité de déchets enfouis sur 2023 et sur 2024 dans la région. D'autre part, les différents déploiements de projets de valorisation devraient accentuer cette diminution, notamment avec l'ouverture d'Unité de Valorisation Énergétique par CSR. De plus, les déchets actuellement stockés sur le site de Huiron sont majoritairement constitués de déchets d'activités économiques, d'encombrants et de refus de tri de collecte sélective. La majorité de ces déchets devrait être valorisée matière, grâce au sur-tri ou traitée par les unités de valorisation énergétique par CSR avant stockage. De ce fait, les capacités de stockage du site de Huiron ne sont pas modifiées.

La Région du Grand Est en conclut que les modifications demandées sont compatibles au SRADDET.

◦ **Impact de la modification**

Cet élargissement de la zone de chalandise sur le département des Ardennes est envisagée sans modification des capacités d'accueil autorisées ni de la nature des déchets acceptés.

L'absence d'impact significatif et le caractère non-substantiel de cette modification sont justifiés de la façon suivante :

- La modification ne constitue pas une extension des installations, elle concerne uniquement la modification de l'origine des déchets pris en charge ;
- la modification n'atteint pas les seuils quantitatifs et critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;
- la modification n'entraîne pas de dangers ou d'inconvénients significatifs pour l'environnement.

II. ANALYSE DU PROJET

Le projet de modification est compatible au SRADDET.

La demande de SUEZ RV NORD EST vise le département des Ardennes sans rayon maximum, ainsi que les autres départements du Grand Est en cas d'incapacité pouvant intervenir sur les unités de traitement de ces départements.

En référence à l'analyse qui précède, la modification examinée ici est non-substantielle. Elle peut être réalisée dès à présent, sans autorisation préalable. Les prescriptions d'exploitation en vigueur nécessitent toutefois d'être complétées dans les formes prévues à l'article R 181-45 du code de l'environnement.

III. CONCLUSIONS

La modification proposée n'est pas considérée comme substantielle au sens de l'article R 181-46 du Code de l'environnement. Ainsi, l'inspection des installations classées propose d'autoriser l'établissement à prendre en charge des déchets non dangereux provenant du département des Ardennes ainsi que des autres départements du Grand Est en cas d'incapacité pouvant intervenir sur les unités de traitement de ces départements jusqu'à la fin de l'exploitation de l'ISDND de Huiron, en retenant les dispositions du projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport.